



Focus

Déficit démographique : "Europe cherche enfants"

L'Europe attrapera quelques cheveux blancs dans les prochaines décennies : selon toutes les prévisions démographiques, elle vieillit. D'ici 2050, l'âge moyen d'un européen devrait ainsi passer de 39 à 49 ans. Cela n'inquiéterait pas les hommes et femmes politiques si ce vieillissement n'entraînait un bouleversement social et économique radical pour l'Europe. Pour faire face à ce phénomène, plusieurs solutions sont déjà envisagées. Mais il faut se préparer, dès maintenant.

Avec la baisse prévisible du nombre d'actifs et l'augmentation du nombre de retraités, les équilibres sur le marché du travail, sur les systèmes de retraite et de santé vont connaître des modifications profondes. Déjà, les débats sur l'allongement du temps de travail et sur l'immigration occupent la scène politique européenne. Quelles solutions proposer face au vieillissement de la population ?

Dans ce dossier, nous vous proposons plusieurs éclairages sur ce phénomène. L'auteur d'un rapport sur l'avenir démographique de l'Europe, la députée européenne française Françoise Castex, fait notamment écho à ces prévisions en appelant les pays européens à se préparer.

Le déficit démographique européen : une société qui s'étirole ?

L'Europe, par bien des aspects, est forte. Les récents élargissements et la croissance économique de l'Union européenne maintiennent sa position sur la scène mondiale et l'Union vit en paix et en prospérité. Le spectre du déficit démocratique s'en est allé, vient celui du déficit démographique. Les nouveaux défis du vieillissement de la population sont au cœur des réflexions du Parlement européen. Voici un premier état des lieux démographiques d'une Europe vieillissante...

En 1950, nous étions 2,5 milliards de terriens. Nous sommes 6,6 milliards aujourd'hui et notre planète bleue devrait compter un peu plus de neuf milliards d'habitants en 2050. Il y a un siècle, l'Europe représentait 15% de la population mondiale : soit trois fois plus que sa part espérée pour 2050. Le contraste est d'autant plus frappant que les pays en développement connaissent une forte croissance démographique : ils fournissent 95% de l'augmentation de la population mondiale.

Bye-bye baby boom ! Bonjour papy boom

C'est mathématique : pour assurer le renouvellement des générations, le taux de fertilité doit être de 2,1 enfants par femme. Or, la moyenne européenne est de 1,52. La conséquence immédiate en est un déficit démographique: le nombre de décès dépasse celui des naissances.

Cette chute de la fertilité se produit après les décennies très fertiles de l'après-Seconde guerre mondiale, la fameuse période du "baby-boom". Maintenant que ces "baby-boomers" atteignent peu à peu l'âge de la retraite, la proportion des personnes âgées devant être soutenues par les classes d'âges laborieuses va croître de manière significative.

Comme l'expliquait le Commissaire européen Vladimir Špidla en octobre 2006, « *il y a, aujourd'hui, dans l'UE, quatre personnes en âge de travailler pour chaque personne de plus de 65 ans. En 2050, ce ratio passera à deux actifs pour chaque retraité* ».

L'UE en 2050: une maison de retraite à ciel ouvert ?

L'âge moyen d'un citoyen de l'Union européenne est de 39 ans. Il devrait être de 49 ans en 2050, avec 11,4% d'octogénaires. En effet, l'espérance de vie, et c'est une bonne chose, s'allongerait de six ans pour les hommes et de cinq ans pour les femmes, en raison des progrès significatifs en matière sociale, économique et médicale. On vieillit bien, dans l'Union européenne, si l'on compare au reste du monde.

Mais les populations âgées requièrent davantage de soins, donc de dépenses de santé, ce qui a des conséquences sur le financement des mécanismes de solidarité nationale ainsi que sur celui des retraites. De plus, les changements démographiques qui structurent une société influencent le dynamisme économique, l'innovation et la créativité. Entre 2031 et 2050, la croissance du PIB de l'UE perdrait 1,2% par le simple fait de l'évolution de l'âge du capitaine (et de celui de l'ensemble de l'équipage, d'ailleurs).

Les différences en matière de compétitivité seront encore plus flagrantes, dans les années à venir, lorsqu'elles seront comparées avec les performances économiques des régions du monde connaissant une croissance démographique.

Quels remèdes avec quelles conséquences ?

Il existe trois pistes pour atténuer le déficit démographique de l'Union européenne. La première consiste à recourir à l'immigration. Toutefois, les immigrants vieillissent aussi et il seront en droit de bénéficier de la solidarité sociale après avoir travaillé pour l'économie européenne. Sans oublier que les questions liées à l'immigration sont diversement accueillies par l'opinion publique et suscitent parfois des tensions.

Une deuxième possibilité consisterait à augmenter la productivité des actifs, en allongeant l'âge du départ en retraite. Ce n'est pas toujours une solution bien accueillie par une population qui souhaiterait, au contraire, davantage de loisirs et de temps libre.

Enfin, de nouvelles politiques natalistes sont envisageables, à la condition qu'elles ne remettent pas en cause les progrès accomplis (et ceux restants à accomplir) en matière d'égalité des genres. En d'autres termes, il s'agirait d'inciter les femmes à donner naissance à davantage de bébés, sans les renvoyer à la maison.

L'action du Parlement européen

Même s'ils n'ont pas (encore ?) trouvé la formule de l'élixir de jeunesse, les députés européens ne restent pas inactifs sur ce thème, comme le révèlent les très nombreux rapports qui traitent des conséquences du vieillissement de nos concitoyens et des possibles mesures à prendre.

La commission parlementaire de l'Emploi et des Affaires sociales prépare une réponse à la communication de la Commission européenne sur les défis et opportunités des changements démographiques (Rapport de la française Françoise Castex, groupe socialiste). Cette même commission a adopté, en février 2006, un rapport sur la solidarité entre les générations dans le contexte des défis démographiques (rapport du britannique Philip Bushill-Matthews, groupe PPE-DE).

Celle de l'industrie réfléchit sur l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées via le recours aux nouvelles technologies de l'information. Le rapport correspondant de Mme Neena Gill, députée européenne du Royaume-Uni (groupe socialiste), devrait être voté en commission le 19 décembre 2007.

A propos de l'immigration, la commission parlementaire des libertés civiles a adopté, en septembre dernier, le rapport de la députée européenne italienne Lilli Gruber (groupe socialiste) sur la migration légale. L'une des dispositions envisage la création d'une "Carte bleue" européenne, équivalente à la *Green card* américaine, qui serait délivrée aux immigrants possédant des qualifications professionnelles pour leur permettre de vivre et de travailler au sein de l'UE.

Déficit démographique : pourquoi l'Europe ne fait-elle plus d'enfants?

Historiquement, les deux principaux facteurs de régulation de la population mondiale sont le manque de nourriture et la mortalité infantile. Mais alors que la richesse de l'Europe et les progrès médicaux auraient dû lui offrir les conditions idéales pour une croissance démographique, les taux de natalité ne cessent de baisser sur le continent. Les nouveaux modèles familiaux et parentaux sont-ils en cause? L'Europe cherche des solutions pour aider les adultes qui le souhaitent à...faire des bébés.

Le constat est simple : alors que le taux de fertilité nécessaire pour assurer le renouvellement des générations est estimé à 2,1 enfants par femme, le taux moyen constaté dans l'Europe des 25 (chiffres de 2005) est de 1,5 enfants par femme. Conséquence : la population européenne décline.

Les démographes estiment même que si le taux de fertilité continue à baisser jusqu'à 1,3 enfants par femme, les européens ne seront plus, dans 100 ans, qu'un quart de la population actuelle...

Les raisons du déclin européen

Pour expliquer la chute du taux de natalité en Europe, les démographes évoquent plusieurs facteurs :

- le niveau d'éducation des mères qui leur impose d'équilibrer vie familiale et carrière,
- les changements de valeurs culturelles et individuelles,
- l'augmentation des divorces et la baisse du nombre de mariages,
- les nouveaux styles de vie (plus de contraception, grossesses plus tardives).

Pourtant, selon une étude européenne réalisée en 2004 (voir lien ci-dessous), les femmes souhaiteraient en général avoir plus d'enfants qu'elles n'en ont. Mais selon leurs mots, élever un enfant coûte très cher et elles restent inquiètes quant à l'avenir de leur fils ou fille : voilà les deux facteurs qui les décident à ne pas faire plus d'enfants.

Au niveau européen, cette chute de la natalité inquiète : comment faire face à une Europe vieillissante, aux coûts plus élevés de la solidarité nationale en termes de santé et de retraites, au manque de main-d'œuvre et de salariés et ce, face à d'autres régions du monde où la démographie est au contraire croissante ? L'Union Européenne (UE) réfléchit aux moyens d'encourager la natalité.

De nouvelles politiques publiques pour soutenir les parents

Déjà en 2002, lors du Sommet de Barcelone, les Etats-membres de l'UE s'étaient engagés à agir. Ils s'étaient fixé pour objectif en 2010 d'offrir une crèche ou une garderie pour au moins un tiers des enfants de moins de 3 ans. Ce taux devrait grimper à 90% pour les enfants entre 3 ans et l'âge légal de première année d'école.

Le Parlement européen planche lui aussi sur deux rapports touchant directement les facteurs affectant la population. Pour encourager la natalité, la députée française Françoise Castex préconise, dans son projet de rapport sur l'avenir démographique de l'Europe, plusieurs mesures concrètes :

- adapter les politiques publiques au besoin de stabilité des femmes qui décident d'avoir un enfant ;
- aider les mères célibataires par des investissements publics dans les aides aux jeunes enfants, dans les garderies d'enfants ou la protection sociale ;
- promouvoir le congé de paternité et établir un droit effectif au congé parental.

Ces mesures devraient permettre, explique la députée dans son projet de rapport, de « *maintenir la compétitivité économique, tout en garantissant le modèle social européen sur le long terme* ».

Etudier et élever un enfant, c'est possible !

La proportion d'étudiants qui sont aussi parents reste faible en Europe, à l'exception des pays nordiques : en Suède par exemple, 41% des femmes ont eu leur premier enfant avant la fin de leurs études. Cela est rendu possible grâce aux mesures sociales et économiques adaptées : pour la députée grecque Marie Panayotopoulos-Cassiotou, il est donc temps de réconcilier vie familiale et période d'études.

Auteur d'un rapport adopté en juin 2007 à ce propos, elle explique que « *s'il est vrai qu'il n'est pas du ressort des États d'influer sur les choix individuels d'avoir ou non des enfants, les États devraient créer toutes les conditions permettant aux Européens d'avoir le nombre d'enfants qu'ils désirent.* » Et ce, même pour les jeunes européens et à un stade précoce de leur vie.

Elle appelle donc les Etats-membres et la Commission européenne à offrir aux jeunes des taux avantageux de crédits lorsqu'ils doivent combiner études et responsabilités familiales. Leurs conditions de logement doivent être adaptées s'ils élèvent un ou plusieurs enfants, et leur accès aux garderies doit être aussi aisé que pour les parents salariés.

Ces mesures suffiront-elles à inverser la courbe de natalité ? Réponse dans quelques années...

Déficit démographique en Europe : l'immigration est-elle la solution ?

Pendant plus de deux siècles, le continent européen a été une terre d'émigration. Mais depuis une soixantaine d'années, la situation s'est inversée : les pays européens se font terre d'accueil pour les migrants internationaux et les demandeurs d'asile. La prospérité du continent et son fonctionnement démocratique continueront d'en faire une destination de choix. Est-ce la solution à une population démographique qui décline? De plus en plus d'hommes politiques et universitaires en sont persuadés.

En 2005, l'Union Européenne a atteint un pic migratoire de 2 millions de personnes, qui ont eu pour principales destinations l'Italie et l'Espagne.

Ces deux pays, tout comme le Royaume-Uni, figuraient au siècle dernier parmi les principaux pays d'émigration : ils sont désormais parmi les pays qui ont le solde migratoire (immigration-émigration) le plus élevé au monde.

L'immigration, un élément positif pour la population européenne

Les statistiques varient bien sûr d'un pays à l'autre : certains nouveaux pays membres de l'UE comme la Pologne ou l'Estonie connaissent un solde migratoire négatif, leur population émigrant davantage que l'immigration qu'ils enregistrent.

Au niveau européen, on estime que la population immigrée représente en moyenne 8,6% de la population totale de l'UE. Ces chiffres entretiennent beaucoup de craintes. Pour la française Françoise Castex (Parti Socialiste Européen), auteur d'un rapport sur l'avenir démographique de l'Europe, il faut pourtant considérer l'immigration comme un élément positif pour la population du continent.

Car avec une population vieillissante et un taux de fécondité faible, on estime que d'ici 2050, près de 56 millions de travailleurs immigrés seront nécessaires en Europe pour pallier aux besoins de l'économie (*source : Etude de la Commission européenne d'octobre 2007*). L'immigration serait donc une des solutions au vieillissement de la population européenne.

Des réticences liées au défi de l'intégration

Pourtant, selon un sondage Eurobaromètre, seuls 4 européens sur 10 estiment que les immigrés contribuent positivement à leur pays. L'intégration jugée insuffisante des migrants dans leur société d'accueil jette ainsi une ombre sur le phénomène d'immigration.

Pour contrer les opinions xénophobes, le rapport de Françoise Castex plaide pour une approche claire et raisonnée de l'immigration. Les immigrés doivent obtenir une sécurité légale et sociale, tandis qu'il faut particulièrement surveiller et pénaliser les trafiquants humains et employeurs peu regardants sur les papiers de leurs travailleurs.

Une « carte bleue » pour les immigrants hautement qualifiés

Pour attirer les personnes qualifiées et encourager leur immigration, l'Union Européenne envisage de créer un permis de travail spécial, sous forme de « carte bleue ». Le Parlement européen a déjà fortement soutenu ce projet dans le rapport de la députée Lilli Gruber, adopté en septembre dernier. Car les députés estiment que le marché européen du travail est bien demandeur d'une immigration légale bien gérée.

L'expérience de l'Espagne et de l'Irlande est à ce titre parlant : leur croissance économique des années

1999-2005, supérieure à la moyenne européenne, est étroitement liée à l'afflux massif de travailleurs étrangers.

Immigration légale vs. immigration clandestine

Le problème de l'immigration clandestine semble pourtant occulter les bénéfices évidents d'une immigration bien gérée. Si les chiffres sur l'immigration illégale au sein de l'UE sont controversés, on peut néanmoins avancer une estimation entre 4.5 et 8 millions d'illégaux sur le sol européen.

Pour le député espagnol Javier Moreno Sanchez, auteur d'un rapport à ce sujet, il importe de ne pas traiter les immigrés illégaux venus de pays tiers comme des criminels : beaucoup d'entre eux ont risqué leur vie pour venir chercher en Europe leur liberté ou leurs moyens de subsistance.

Entre contenir l'arrivée massive de clandestins sur le sol européen et encourager l'immigration légale (notamment des personnes qualifiées), l'Union Européenne, quant à elle, cherche à se doter d'une politique de l'immigration cohérente.

L'Europe vieillit : il faut se préparer, selon Françoise Castex

Actuellement, le taux d'emploi des actifs âgés est faible parce que les entreprises préfèrent des jeunes et ne forment pas suffisamment leurs salariés. C'est un mauvais calcul : il faut que les entreprises intègrent la formation dans leurs dépenses d'investissements. Elles vont de toute façon très vite s'apercevoir qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre, qui ne pourra pas être uniquement résolue par de l'immigration choisie. »

L'immigration, justement : elle alimente beaucoup d'angoisses en Europe, alors que nombre de démographes affirment qu'elle pourrait être une solution. Comment résoudre cette contradiction?

« Il est urgent que les Etats membres aient une approche sereine de l'immigration. Se dire que 'oui', nous avons besoin de l'immigration, non seulement pour les années à venir, mais parce que c'est aussi dans notre histoire. L'immigration dans l'Union européenne n'est pas un fait nouveau, il faut l'accepter.

On parle beaucoup d'immigration choisie-le principe selon lequel, si on a besoin d'infirmières, on autorise l'immigration de tant d'infirmières pour une durée précise. Selon moi, ce n'est pas une solution. Les gens ne sont pas des machines : ce sont aussi des gens qui peuvent tomber amoureux dans leur pays d'accueil et avoir envie d'y rester et de former une famille. Je ne pense donc pas qu'on puisse avoir une approche purement économique et quantitative de l'immigration. On a besoin de cette immigration, aussi pour se renouveler. Donc avant de voir si on a besoin d'augmenter l'immigration, gérons-la de façon sereine. »

Le rapport de Françoise Castex a été adopté lors de la session plénière de février 2008 (voir lien ci-dessous).

Audition au Parlement : le vieillissement de l'Europe est un processus « inexorable »

Le déficit démographique de l'Europe était à nouveau au cœur des débats, mercredi 28 mai, lors d'une audition organisée par la Commission Emploi et affaires sociales. Quel sera l'impact du vieillissement sur le marché de l'emploi et comment y répondre ? L'immigration peut-elle inverser la tendance ? Députés européens et experts ont fait le point, à l'occasion de la publication d'une étude sur le sujet.

C'est bien un « *processus inexorable* » : pour le directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), François Héran, le vieillissement de l'Europe est désormais impossible à enrayer. Progressivement, au fil des prochaines décennies, l'écart se creusera entre le nombre de personnes âgées et celui des personnes d'âge actif et des jeunes.

Les conséquences du vieillissement sur le marché du travail

L'augmentation du nombre de personnes âgées est un contrecoup du baby boom. C'est aussi un des facteurs « *qui l'emporte de loin sur la baisse de la fécondité* » pour expliquer le vieillissement de la population, a souligné François Héran dans la note de synthèse qu'il vient de publier (voir premier lien au bas de l'article).

Quel en sera la conséquence sur le marché du travail, avec toujours plus d'inactifs et moins d'actifs ? Comme l'a noté lors de l'audition le député suédois et président de la commission Emploi, Jan Andersson (Parti Socialiste Européen), « *la tendance actuelle du marché du travail veut qu'on commence à travailler plus tard et qu'on prenne sa retraite plus tôt* ». Est-ce tenable avec une population vieillissante ?

Pour François Héran, il sera indispensable de s'adapter à l'allongement sans précédent de la durée de vie : « *tout le calendrier de la fin d'activité professionnelle est à décaler d'urgence* », affirme-t-il dans son étude.

Vieillir oui, mais en bonne santé !

Le vieillissement de la population pose aussi des défis aux systèmes européens de santé. L'auteure du rapport sur l'avenir démographique de l'Europe, la députée française Françoise Castex (Parti Socialiste Européen), a souligné pendant l'audition les coûts considérables que l'accroissement du nombre de personnes âgées allait impliquer. Elle a dit espérer que les Européens vivent plus vieux, mais aussi en meilleure santé.

François Héran s'est voulu rassurant : « *Il semble que les années de vie que l'on va gagner le seront en meilleure santé, avec moins de risques d'invalidité* ». Néanmoins, reconnaissant qu'il y aura de plus en plus de vieilles personnes, « *les coûts vont nécessairement augmenter* ». Voilà pourquoi, note-t-il dans son étude, l'allongement de la vie requiert « *une action massive d'accompagnement pour garantir qu'elle se fera pour l'essentiel en bonne santé* ».

L'immigration en question

L'immigration peut-elle inverser cette tendance ? Elle sera en tout cas le « *premier moteur de la croissance démographique en Europe, loin devant le solde naturel* ». Pour François Héran, l'immigration contribue à renouveler et renforcer la population active. « *Sans elle, beaucoup d'Etats-membres verraient leur population diminuer, du fait du surcroît de morts par rapport aux naissances* », a-t-il souligné.

Est-ce la solution ? Non, selon le député polonais Jan-Tadeusz Masiel (Union pour l'Europe des Nations) : « *ce n'est pas la solution car les immigrés préfèrent conserver leur identité plutôt que de s'intégrer dans une culture différente* ».

Et la Turquie ?

L'intégration éventuelle de la Turquie dans l'Union Européenne pourrait néanmoins modifier le tableau démographique, comme l'a rappelé François Héran : « *La Turquie a un surplus naturel de population : il y a plus de naissances que de morts. Cependant, cet écart se réduit d'année en année* ». La situation de la Turquie serait comparable, selon lui, à celle de l'Espagne quand elle a rejoint l'UE.

Une solution aux multiples facettes

Pour conclure, le directeur de l'INED a tenu à souligner que si le problème était démographique, la solution, elle, ne l'était pas : « *La réponse doit être économique et s'axer sur les politiques de l'emploi et de la famille* ». En mettant l'accent, notamment, sur les mesures permettant aux jeunes d'être plus rapidement indépendants, d'accéder au logement et de s'appuyer sur une aide à l'enfance pour concilier plus harmonieusement vie professionnelle et vie familiale.